

« Hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers: «Ça pourrait m'empêcher de poursuivre mes études en France»

Par Delphine Bancaud - Publié le 21/11/18 sur « 20 Minutes »

- A partir de la rentrée 2019, les étudiants extra-européens devront s'acquitter de 2.770 euros en licence et 3.770 euros en master et doctorat.
- Ces annonces ont été vivement critiquées par les deux principaux syndicats étudiants français.
- 20 Minutes a interrogé Huaman et Camara, deux étudiants étrangers que cette mesure inquiète.

Inquiétudes chez les étudiants étrangers non européens. Ils ont appris lundi que le gouvernement prévoyait [d'augmenter les frais de scolarité des jeunes extra-européens](#). Une mesure justifiée par la volonté du gouvernement d'améliorer les conditions d'accueil des étudiants étrangers et de financer davantage de bourses.

Actuellement, ces étudiants résidant hors de l'Espace économique européen (une centaine de milliers) paient les mêmes droits que les étudiants français, soit 170 euros pour une année de formation en licence, 243 euros en master et 380 euros en doctorat. A partir de la rentrée 2019, ils devront s'acquitter de 2.770 euros en licence et 3.770 euros en master et doctorat, selon le gouvernement, soit « un tiers du coût réel » d'un étudiant étranger pour les finances publiques. Cette hausse permettra notamment [d'augmenter le nombre de bourses](#) ou d'exonérations de droits d'inscription, qui bénéficieront à « 15.000 étudiants dans les mois qui viennent », venant principalement de pays en développement (contre 7.000 aujourd'hui).

« Beaucoup d'étudiants étrangers vont renoncer à des études en France »

Ces annonces ont été vivement critiquées par les deux principaux syndicats étudiants français. « Ce n'est pas aux [étudiants](#) de contribuer au sous-financement de l'enseignement supérieur par l'Etat », s'indigne ainsi le premier syndicat étudiant, la Fage. Une hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers va entraîner « un renforcement de la précarité sociale et une fermeture des portes de l'enseignement supérieur français », prévient de son côté l'Unef.

Chez les principaux intéressés, ces annonces ont fait l'effet d'un coup de tonnerre. « Ça m'inquiète, beaucoup d'étudiants étrangers vont renoncer à des études en France », explique à 20 Minutes, Camara, étudiant guinéen depuis trois ans en France qui est actuellement inscrit en M2 génie civil à l'[université d'Artois](#). Même stress chez Huaman, étudiant argentin en L1 de musicologie à l'université de Rennes. « Ça pourrait m'empêcher de poursuivre mes études en France », s'alarme-t-il.



« S'il fallait payer 3.700 euros en plus, je n'y arriverais pas »

« Etant donné le nombre de bourses qui seront octroyées, ce ne sera pas suffisant pour tous les jeunes non européens [qui veulent étudier en France](#). Je n'ai pas beaucoup d'espoir d'en obtenir une », poursuit Huaman. Même pessimisme chez Camara : « Sur quels critères seront données les bourses ? Ce sera difficile pour le gouvernement français de se rendre compte du niveau de vie des familles résidant à l'étranger, donc il risque d'y avoir des erreurs d'appréciation », estime aussi Camara.

Certains étudiants savent déjà qu'ils auront du mal à joindre les deux bouts s'ils n'ont pas de bourse : « J'ai besoin d'au moins 700 euros pour vivre et je travaille chaque été pour financer mes études. Donc s'il fallait payer 3.700 euros en plus, je n'y arriverais pas », déclare Camara. « Moi je travaille 20 heures par semaine donc je ne peux pas le faire plus », prévient aussi Huaman.

« C'est une politique élitiste qui vise à attirer d'abord les étudiants anglophones »

Outre les conséquences qu'aura cette hausse des frais d'inscriptions pour eux, les étudiants étrangers l'interprètent aussi comme un mauvais signe envoyé aux [étudiants non européens](#) : « C'est une politique élitiste qui vise à attirer d'abord les étudiants anglophones. Au détriment de ceux qui viennent d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine... Cela va dans le sens d'une fermeture des portes de la France aux immigrés », analyse Huaman.

Quant à l'idée défendue par [Matignon](#) selon laquelle le faible coût des frais de scolarité en France décourageait certains candidats, qui s'inquiétaient de la qualité des enseignements, Camara la balaye d'un revers de la main : « Je ne suis pas d'accord avec cette idée. Car si c'était le cas, les étudiants étrangers qui sont actuellement en France le seraient par dépit et pas parce qu'ils veulent réussir leur vie ».

